

Toronto

2020 February
Février

Joint Councils

*Public Sector Chief Information Officer Council
Public Sector Service Delivery Council*

Conseils mixtes

*Conseil des DPI du secteur public
Conseil de la prestation des services
du secteur public*

**Citizen
FIRST**

**CITOYENS
en tête**



RÉUNION DES CONSEILS MIXTES

Les 26 et 27 février 2020 — Toronto, Ontario.

Compte rendu des décisions v.4

COPRÉSIDENCE

Heather Sheehy

EDSC/Service Canada — CPSSP

Mark Burns

Yukon — CPSSP

MEMBRES DU CDPISP

Kathryn Bulko

ASIM (ville de Toronto)

Dafna Carr

Ontario

Natasha Clarke

Nouvelle-Écosse

Catherine Desgagnés-Belzil

Québec

Rob Entwistle

ASIM (ville de Kelowna)

Stuart Hendrie

ASIM (région de Niagara)

Ted Hickey

Nunavut

CJ Ritchie

Colombie-Britannique

Bonnie Schmidt

Saskatchewan

Rick Wind

Territoires du Nord-Ouest

Munna Zaman

Manitoba

Présences

Olivia Neal

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada —
CDPISP

Tracy Wood

Île-du-Prince-Édouard — CDPISP

MEMBRES DU CPSSP

Mark Arsenault

Île-du-Prince-Édouard

Dennis Batacan

Manitoba

Deb Bergey

MSDO (région de Waterloo)

Shelley Darlington

MSDO (comté de Norfolk)

Bev Dicks

Colombie-Britannique

Alan Doody

Terre-Neuve-et-Labrador

Mark Healy

Terre-Neuve-et-Labrador

Rob Horwood

Nouveau-Brunswick

Gillian Latham

Nouvelle-Écosse

Christian Laverdure

Commission de l'immigration et du statut de
réfugié du Canada

Alanna MacDougall

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Faith McIntyre

Anciens Combattants Canada

Rene Nand

MSDO (région de Peel)

Kim Newman

Nouveau-Brunswick

Adriana Poveda

Colombie-Britannique

Philip Quinlan

Services publics et Approvisionnement Canada

Sonya Read

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Vidya ShankarNarayan
Silvano Tocchi
Danielle White

Innovation, Sciences et Développement
économique
Agence du revenu du Canada
Services aux Autochtones Canada

PRÉSENTATEURS ET OBSERVATEURS DES CONSEILS MIXTES/CDPISP/CPSSP

Imraan Bashir Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Marc Brouillard Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Rob Devries Ontario
Anik Dupont EDSC/Service Canada
Roy Egbuna Nunavut
Denise Gomes Services partagés Canada
Jaouad Haqhaqi EDSC/Service Canada
Mark Levene Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Margo McCarthy EDSC/Service Canada
Sherry McCourt Île-du-Prince-Édouard

Carol Prest
Laura Sinclair-Bevan
Pirthipal Singh
Mary Ann Triggs
Andrew Satterthwaite
Peter Watkins
Dan Batista
Linda Robins

Colombie-Britannique
Statistiques de l'état civil
Innovation, Sciences et Développement
économique.
EDSC, Service Canada, région de l'Ontario.
Région de York
Colombie-Britannique
Directeur général, ISAC.
ISAC

Secrétariat de l'ISAC

Maria Luisa Willan

Stefania Silisteanu

Poin t	Sujet et discussion	Décision et suivi
	Mot de bienvenue de Heather Sheehy au nom des coprésidents suivi des présentations.	
1.	<p><u>QUESTIONS ADMINISTRATIVES :</u></p> <p>A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion en personne des conseils mixtes tenue le 25 septembre 2019 à Winnipeg Compte rendu des décisions de la réunion des conseils mixtes du 25 septembre 2019 adopté sans changement.</p> <p>B) Adoption de l'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes des 26 et 27 février 2020 L'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes des 26 et 27 février 2020 est adopté. Pas de commentaires ni de questions.</p> <p>C) Mesures de suivi des conseils mixtes Heather Sheehy indique que les mesures de suivi sont incluses pour examen par les membres.</p> <p>D) Ordres du jour des prochaines réunions des conseils mixtes Heather Sheehy indique que l'ordre du jour de la prochaine réunion est fourni à titre d'information pour les membres. Elle remercie l'équipe de l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) d'avoir tenu les membres au courant des mesures de suivi et de l'ordre du jour de la prochaine réunion.</p>	<p><u>Décision n° 1 :</u> Le compte rendu des décisions de la réunion des conseils mixtes du 25 septembre 2019 qui a eu lieu à Winnipeg est adopté sans changement.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u> L'ordre du jour de la réunion des 26 et 27 février 2020 est approuvé sans modification.</p>
2	<p><u>Initiatives de l'Ontario (onglets 2A et 2B)</u></p> <p><u>2A. Présentation du Guide pour la prestation agile de l'Ontario (voir l'ONGLET 2A)</u></p>	<p><u>Mesure de suivi n° 1 :</u> Le sujet du financement de l'équipe de produits pour la prestation agile fera l'objet d'une discussion plus approfondie à la</p>

<p>Dara Renton, gestionnaire principale, Services numériques de l'Ontario, présente le Guide pour la prestation de services agile de l'Ontario.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Marc Brouillard, coprésident du Sous-comité sur la gestion de l'identité (SCGI), s'enquiert des affectations budgétaires et de la façon dont les paramètres sont établis lorsque les activités sont combinées par rapport aux nouvelles améliorations et priorités. <p>Dara Renton répond que c'est difficile, et que tous les produits ne répondent pas aux exigences budgétaires. Pour avoir une équipe durable, il faut être sélectif, expérimenter, choisir un produit et le mettre à l'essai avec quelques membres de l'équipe, l'essayer pendant un certain temps et voir si l'on obtient les résultats escomptés. Elle finance l'équipe de façon continue; c'est peut-être moins coûteux d'avoir la même équipe avec un ensemble d'objectifs de haut niveau et d'essayer le produit pendant plusieurs années.</p> <ul style="list-style-type: none"> Dafna Carr ajoute qu'en Ontario, les équipes de produits font aussi le développement dans les ministères eux-mêmes, et tirent des leçons du partenariat avec les Services numériques de l'Ontario. Certains ministères et leurs grappes de la TI font la même chose avec le responsable opérationnel, et il y a différentes façons de procéder. Natasha Clarke mentionne que c'est la direction qui a été prise en Nouvelle-Écosse, où il y a une organisation de services partagés. C'est très bien, mais comment les conversations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) et les décideurs sont-elles possibles lorsqu'il y a des difficultés concernant les équivalents temps plein (ETP)? Il serait avantageux d'avoir des paramètres pour montrer ce qui a été dépensé et le processus budgétaire. Elle veut savoir comment Dara s'y prenait et si elle avait le même problème en Ontario. <p>Dara Renton répond que cela n'a pas été une mince affaire. Les Services numériques de l'Ontario essaient de démontrer qu'ils font certaines choses, pour les transactions à volume élevé. Elle suggère qu'il est important de se rapprocher des responsables des finances au cours de la transition, et explique qu'il est nécessaire de faire la transition de la situation actuelle et de travailler ensemble.</p> <ul style="list-style-type: none"> Marc Brouillard ajoute que l'agilité peut ajouter de la valeur et qu'il y a une méthodologie liée à l'agilité. Natasha Clarke mentionne qu'en Nouvelle-Écosse, on met en œuvre les produits numériques en collaboration avec Gillian Latham pour former l'équipe de produits. <p>Dara Renton affirme qu'aux Services numériques de l'Ontario, ils réfléchissaient à ce à quoi cela ressemblerait; ils ont reçu une orientation et l'ont suivie; les choses pourraient se produire progressivement au fil du temps.</p> <ul style="list-style-type: none"> Olivia Neal fait remarquer que le sujet du financement de l'équipe de produits pourrait être abordé pour discussion future à la téléconférence des conseils mixtes. Faith McIntyre convient que les membres doivent avoir cette conversation, et c'est la pointe de l'iceberg en ce qui a trait à ce qu'ils ont pu apprendre et ce qu'ils apprennent encore du cheminement. À Anciens Combattants Canada, on a examiné l'approche agile pour la pension à vie, et c'est une excellente suite. Carol Prest fait remarquer qu'on fait preuve d'agilité en Colombie-Britannique, un peu comme en Ontario. Elle demande comment l'Ontario est passé d'un projet traditionnel à un projet agile qui comporte différentes 	<p>prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p>
---	--

	<p>classifications, une structure organisationnelle différente, des équipes mixtes, et comment l'Ontario a envisagé tout ce qui se passe dans une organisation gouvernementale très traditionnelle.</p> <p>Dara Renton répond que ce n'est pas facile. L'un des programmes ayant le plus grand nombre de transactions en Ontario est celui de l'immatriculation des véhicules, et il va bon train. Dans le même programme, il y a une autre équipe qui a de la difficulté à suivre le produit, et l'on se demande pourquoi les choses fonctionnent dans certains domaines et pas dans d'autres. Elle suggère de traiter leur propre organisation comme le produit qu'ils essaient et comme le produit qu'ils veulent livrer et d'apprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Quiconque apporte des transformations éprouvera des difficultés lors du processus. Il y a des secteurs opérationnels solides dans leur organisation, il y a une voie à suivre, il faut faire avancer les choses graduellement.</p> <p><u>2B. Étude de cas : Les rôles de chef de file du numérique et dirigeante principale de l'information (voir l'ONGLET 2B)</u></p> <p>Wynnan Rose, dirigeante principale de l'information (DPI) du ministère des Transports et du ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences, présente un exposé les rôles de chef de file du numérique et DPI. Le plan stratégique pour 2020 était axé sur les gens, l'expérience client, la technologie, l'organisation et l'innovation.</p>	
3	<p><u>Google Locations comme projet-pilote (ONGLET 3)</u></p> <p>Bev Dicks mentionne que les équipes des Services de Colombie-Britannique ont un service qui professionnalise la pratique du service. Un élément important est l'engagement à l'égard de l'excellence du service, de l'innovation et de l'essai de nouvelles choses pour répondre aux besoins changeants de leurs citoyens. Adriana Poveda et Danielle Beaubien présentent aux membres un projet-pilote qui en est aux premières étapes de la mise en œuvre. Il s'agit d'une approche communautaire qui a été proposée par l'un des membres de l'équipe qui a travaillé dans un centre de services. Ce membre a observé ce que les citoyens demandaient et a constaté certaines tendances dans leur comportement. Le projet-pilote utilise un système technologique existant qui a été adapté et qui n'appartient pas au gouvernement.</p> <p>Adriana Poveda et Danielle Beaubien font une démonstration de la façon dont les gens font une recherche de services en Colombie-Britannique. Les recherches sont divisées en mode recherche directe de services ou en mode découverte d'un produit ou d'un service offert par la Colombie-Britannique, et elles sont ciblées par marque. Comme pour Google Reviews, il y a un programme parallèle pour les plaintes.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Marc Brouillard demande s'il y a une façon d'intégrer le canal automatiquement; chaque emplacement est-il mis à jour manuellement ou y a-t-il une façon de le faire automatiquement? <p>Adriana Poveda répond que la mise à jour des feuilles de calcul Excel se fait manuellement. Google leur a permis de charger et de télécharger des renseignements et d'être efficaces.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Danielle Beaubien ajoute qu'ils font un chargement en lot et un téléchargement en lot, puis qu'ils chargent de nouveau les nouveaux renseignements. 	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a été relevée pour ce sujet.</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> Gillian Latham mentionne qu'ils ont suivi le même processus. Elle encourage les membres à utiliser ce processus, car l'information est très intéressante. Il est possible d'inclure de petits ajouts; par exemple, pour que les gens puissent offrir leurs services en ligne sans avoir à se présenter en personne. 	
4	<p><u>Système de versement de l'indemnité d'évacuation MyAlberta (ONGLET 4)</u></p> <p>Chantal Ritcey et Gloria Leung font la présentation sur le Système de versement de l'indemnité d'évacuation MyAlberta, qui tire parti de l'identifiant numérique vérifié de MyAlberta et de la façon dont les clients pourraient faire des demandes de paiement et traiter les demandes en ligne.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Olivia Neal demande si d'autres pays ou d'autres régions ont manifesté leur intérêt et si le code pourrait être réutilisé par d'autres. <p>Chantal Ritcey répond que c'est la première fois ce jour-là que ce système de paiement est présenté. Personne n'a manifesté d'intérêt pour l'exploitation de leur code. Le secteur commercial s'est engagé à utiliser le même code pour appliquer ce programme à d'autres secteurs de prestations et ils collaborent sur ce front.</p> <ul style="list-style-type: none"> Dafna Carr demande si, pour des besoins bancaires, on peut transférer des fonds à l'aide de renseignements bancaires ou d'une adresse de courriel. <p>Chantal Ritcey répond qu'ils utilisent l'adresse de courriel actuelle et qu'ils y transfèrent des fonds.</p>	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a été relevée pour ce sujet.</i></p>
5	<p><u>Système de véhicules à moteur du Nouveau-Brunswick (ONGLET 5)</u></p> <p>Rob Horwood et Kim Newman font une présentation sur le système de véhicules à moteur (SVM), qui est construit sur mesure et qui est entretenu par une équipe interne. À l'origine, le système de véhicules à moteur n'était conçu que pour leur province, mais il pouvait être utilisé par d'autres provinces. La Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador manifestent de l'intérêt et explorent les possibilités. Le système est axé sur le client. Rob Horwood et Kim Newman encouragent les membres à discuter avec eux d'une éventuelle collaboration liée au système de véhicules à moteur.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Philip Quinlan demande si une partie ou la totalité des dépenses ont été capitalisées. Rob Horwood répond qu'elles sont capitalisées sur 10 ans. Natasha Clarke fait des commentaires sur la notion de code source libre (open source) et sur le fait d'aller dans cette direction, ce qui devrait faire l'objet de discussions à cette table. Les membres se trouvent dans des situations où ils dépensent des sommes importantes pour construire ou acheter divers produits et ils ont des services communs qui sont offerts aux différents paliers de gouvernement. Elle aimerait avoir une conversation sur le code source libre et collaborer à ce genre de projet-pilote. Heather Sheehy mentionne qu'il s'agit d'une occasion pour les membres et les administrations de chercher des domaines de collaboration. Natasha Clarke fait observer qu'en utilisant le code source libre, les membres, en tant que fournisseurs de services et DPI, peuvent collectivement réfléchir et travailler sur les choses à aborder, ce qui leur permet d'améliorer rapidement les services de façon rentable et d'obtenir des résultats tangibles. 	<p>Mesure de suivi n° 2 :</p> <p>Les membres des conseils mixtes discuteront davantage du code source libre, en tenant des conversations précises sur un répertoire partagé et une bibliothèque partagée à la prochaine téléconférence.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Tracy Wood mentionne que certaines provinces se sont engagées à utiliser le code source libre, et elle demande qui s'est engagé à le faire autour de la table. Plusieurs membres répondent qu'ils travaillent en code source libre. • Olivia Neal répond que, du point de vue fédéral, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada déploie beaucoup d'efforts pour travailler en code source libre et elle recommande que les membres discutent davantage de ce sujet avec les DPI concernés. • Sonya Read ajoute que des travaux sont en cours sur la façon dont les membres peuvent tirer parti du portail de données ouvertes Canada.ca. Ils ont un langage politique fort, qui privilégie d'abord l'utilisation du code source libre et le développement respectif. • Heather Sheehy recommande de tenir la discussion sur le code source libre et sur l'échange d'information en source libre à la prochaine téléconférence des conseils mixtes. 	
6	<p><u>ACC – Approche agile de la conception et de la prestation de la pension à vie (ONGLET 6)</u></p> <p>Jane Hicks, directrice générale par intérim, Anciens Combattants Canada, présente un exposé sur la pension à vie : mise en œuvre du projet dans Agile. Il fallait travailler différemment pour respecter le délai dans le cadre d'une approche agile, et cela a très bien fonctionné. La méthode agile a été un succès, la transition se poursuit de l'approche en cascade à la méthode agile.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Marc Brouillard s'enquiert de la façon dont le budget a été attribué; l'attribution était-elle fondée sur les projets ou a-t-on demandé des fonds après chaque étape? • Jane Hicks mentionne que le financement initial a été demandé par le SCT. Ils ont reçu tout le financement, puis sont passés à un environnement agile. • Faith McIntyre mentionne qu'il s'agit d'un changement important pour son petit ministère, qui offre des avantages clés aux anciens combattants. Ils avaient besoin de complètement mettre à jour leur logiciel d'un point de vue numérique. Ils ont beaucoup appris et ils ont utilisé les leçons apprises. L'une des leçons apprises a découlé d'une perspective de gestion du changement qui venait de l'intérieur. Ils ont prolongé le projet pour la troisième année, en comprenant parfaitement la pleine capacité, en apprenant au fur et à mesure et en ayant la souplesse d'un organisme central. • Jane Hicks ajoute que, en ce qui concerne la gestion du changement, ils avaient une excellente communication et énormément de formation et de soutien avec les principaux bureaux. Les choses se déroulent très bien avec une formation poussée. Pour ce qui est de l'après-lancement, celui-ci a eu une incidence opérationnelle complète, et l'élaboration de la conception et le système n'étaient pas prêts à appuyer le gouvernement du Canada. Ils ont eu quelques difficultés, mais ils y travaillent à mesure qu'ils passent à des projets plus agiles. 	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a été relevée pour ce sujet.</i></p>
7	<p><u>Robots conversationnels et technologies de reconnaissance vocale (ONGLETS 7A et 7B)</u></p> <p>Silviano Tocchi fait une présentation sur le robot conversationnel utilisé à l'Agence du revenu du Canada (ARC). Les agents téléphoniques traitent des questions propres aux comptes, mais certaines questions ne sont pas propres aux comptes, et le robot conversationnel a été créé à cette fin. Charlie le robot conversationnel a répondu à plusieurs</p>	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a été relevée pour ce sujet.</i></p>

	<p>milliers de questions en quelques semaines. Charlie le robot conversationnel v2.0 a été lancé cette année pour répondre aux 10 principales questions sur les impôts.</p> <p>Alanna Macdougall présente le robot conversationnel utilisé à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Le robot conversationnel d'IRCC (Quaid) a commencé son service aux Communications. Le robot conversationnel a été créé précisément pour répondre aux questions des jeunes dans les médias sociaux. En 2019, dans le cadre d'un projet-pilote, il a été décidé de publier le robot conversationnel à partir du site Web d'IRCC pour réacheminer les appels vers le robot conversationnel. Principaux indicateurs de rendement : ils mesurent le succès en fonction du volume (plus de 92 000 séances tenues pour cet exercice), de la satisfaction (84 % des clients sont très satisfaits du service), de la charge de travail (le robot conversationnel a seulement besoin d'aide pour 1/3 des clients qu'il sert) et du fonctionnement (Quaid a envoyé des réponses aux questions des clients dans 96 % des cas).</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Vidya Shankarnarayan demande si l'ARC et IRCC ont songé à intégrer l'approche « une fois suffit » au robot conversationnel. <p>Silvano Tocchi répond que le gouvernement du Canada examine l'approche « une fois suffit ». Cette approche est difficile et un robot conversationnel ne réagit pas très bien aux questions difficiles. De plus, les gens utilisent les mêmes mots avec des significations différentes, ce qui peut aussi être difficile pour le robot conversationnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dennis Batacan demande par combien de questions et de sujets ils ont commencé lorsqu'ils ont créé le robot conversationnel. <p>Silvano Tocchi répond qu'il y avait 125 questions de base incluant 4 ou 5 variantes et 100 autres questions sans lien avec le sujet. Ils ont traduit cela en français et ont créé une deuxième série de questions et de réponses.</p> <p>Alanna Macdougall répond qu'ils ont commencé par 1 000 questions sur le site Web, incluant différentes permutations dans la formulation des questions. Alana Macdougall répond que Quaid a été mis au point il y a trois ans, et qu'on trouve toujours des limites dans certains secteurs d'activité ou certaines catégories, après quelques années d'apprentissage. L'élément de contexte ne se produit pas du jour au lendemain. IRCC utilise la plateforme CORA. Elle mentionne qu'il serait avantageux de travailler ensemble pour trouver une façon de l'améliorer, car ils disposent de toute l'information accessible.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adriana Poveda demande quels jeux de données ils utilisent pour la gestion des connaissances et quelle est la solution. <p>Alana Macdougall répond qu'ils utilisent le site Web.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Heather Sheehy indique qu'il y a un projet-pilote lié aux passeports en ce qui concerne les robots conversationnels. Elle se demande si le robot conversationnel est vraiment une intelligence artificielle (IA) et si l'intelligence artificielle est utilisée pour prendre des décisions. Elle demande si les deux ministères travaillent sur ce contexte. <p>Silvano Tocchi répond qu'ils utilisent le traitement du langage naturel. L'intelligence artificielle est intégrée, et il est préférable de reconnaître les questions, puis de fournir des réponses préparées.</p>	
--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> Adriana Poveda indique qu'elle est impressionnée par le taux de satisfaction des clients et demande comment ils mesurent la satisfaction des clients à l'égard du robot conversationnel. <p>Alanna Macdougall répond qu'ils ont tenu un sondage d'opinion publique.</p>	
8	<p>Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada — Politique sur le numérique</p> <p>Sonya Read (SCT) fait le point sur le travail accompli par SCT pour élaborer la Politique sur le numérique. Elle indique que le SCT établit les règles et les normes à suivre. Ils ont utilisé un processus ouvert et ont élaboré une politique pour permettre le changement : la <i>Politique sur les services et le numérique</i>. Cette Politique servira également de cadre pour continuer à élaborer des instruments de politique.</p> <p>Discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> Heather Sheehy mentionne qu'ils ont le même processus et qu'ils ont suivi le même cheminement lors de l'élaboration de la politique à Emploi et Développement social Canada (EDSC). Il y a eu collaboration avec le SCT, et ils ont tiré d'excellentes leçons de la refonte de la politique d'EDSC. Elle souligne la collaboration entre les services et le numérique sur le plan de l'innovation. Dafna Carr demande s'ils ont envisagé d'autres instruments ou outils en cours de route pour les politiques. <p>Sonya Read répond que, pendant qu'ils élaboraient la politique avec des normes relatives au numérique, ils avaient des outils et des lignes directrices qui appuyaient la politique. Ils ont essayé d'établir le cadre réglementaire et ce qu'ils attendent de tout le monde. C'est le véhicule au sein du gouvernement du Canada d'un point de vue administratif.</p> <ul style="list-style-type: none"> Philip Quinlan mentionne qu'il y a une collectivité active dans les ministères où les gens examinent les politiques et les alimentent continuellement. Ils utilisent la plateforme GCcollab pour faire avancer les choses. Il s'agit d'une étape supplémentaire, mais elle est appréciée de ceux qui ont aidé. 	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a été relevée pour ce sujet.</i></p>
9	<p>Mises à jour du Groupe de travail</p> <p>Tracy Wood informe les membres qu'il y a des mises à jour du Sous-comité sur la protection des renseignements personnels, du Comité de la recherche et du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada dans le classeur électronique, à titre de référence. Les membres peuvent également trouver les coordonnées des présentateurs dans le classeur électronique.</p> <p>Dan Batista annonce que le lauréat du prix Heintzman est Richard Steele, sous-ministre adjoint, ServiceOntario.</p> <p>Tracy Wood remercie tous les membres, les présentateurs et les observateurs et lève la séance.</p>	
	<p><i>La séance est levée à 16 h 30, HNE.</i></p>	

Réunion des conseils mixtes, le 27 février 2017.		
Poin t	Sujet et discussion	Décision et suivi
10	<p><u>Centre canadien pour la cybersécurité</u></p> <p>Nuhad Zoght, gestionnaire, Partenariats en infrastructures essentielles, donne un aperçu de la cybersécurité. Ils sont connectés avec d'autres collectivités et font partie du Sous-comité national du DPI sur la protection de l'information (SNDPI), sous l'égide du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP).</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mark Burns indique que tout le monde dans la salle s'intéresse à la question de l'identité numérique. Il demande comment elle expliquerait la participation de son organisation à la table des conseils mixtes. <p>Nuhad Zoght répond que si les membres ont besoin d'aide, ils peuvent communiquer avec le Centre canadien pour la cybersécurité, lequel pourra leur fournir de l'aide sur le plan technique et des conseils sur le sujet. Le centre dispose d'analystes internes et d'experts en menaces, de chasseurs et d'autres services qui pourraient aider à répondre aux demandes des membres. Elle indique que le service est gratuit.</p> <ul style="list-style-type: none"> Imraan Bashir fait remarquer que si les membres s'opposent à l'identification numérique dans un contexte pancanadien, qui serait l'épine dorsale d'une économie numérique pour le Canada, les membres auraient besoin de plus que de conseils; il s'agirait de services défensifs et de choses comme les infrastructures essentielles pour le pays. <p>Nuhad Zoght répond qu'ils protègent 92 ministères fédéraux par l'entremise de Services partagés Canada. Ils doivent déclarer les systèmes importants, c'est-à-dire le premier qui sera servi. À l'heure actuelle, ils aident le gouvernement fédéral en matière de surveillance, au niveau de l'hôte, dans le réseau et dans le nuage. Ils y travaillent actuellement, mais ils ont besoin de ressources, et cela fait partie du système d'importance.</p> <ul style="list-style-type: none"> Mark Burns fait remarquer que l'identité numérique est un système important et qu'il s'agira d'un système distributif. Il fait remarquer que, étant donné que le gouvernement du Yukon fera faux bond aux justificatifs d'identité que le gouvernement fédéral utilise comme autorisation d'accès aux systèmes, c'est important. Il s'agira d'un niveau de sécurité universel à l'échelle du pays pour tous les systèmes, avec un système distributif dans chaque province ou territoire et municipalité, il sera interchangeable. C'est l'épine dorsale de la façon dont les membres fournissent les services et de la façon dont l'économie de l'avenir fonctionnera. <p>Nuhad Zoght mentionne qu'ils ne sont pas un fournisseur de services et qu'ils sont là pour compléter les services que les membres achètent ou acquièrent; le Centre canadien pour la cybersécurité serait le contrôle de la qualité, et c'est la bonne approche.</p> <ul style="list-style-type: none"> Imraan Bashir ajoute à la discussion portant sur l'hôte. Le Centre canadien pour la cybersécurité n'a pas besoin d'être le seul fournisseur de services. Le Centre canadien pour la cybersécurité doit avoir des renseignements sur ce qui se passe dans le monde pour tous les services de sécurité et dans leur intérêt. <p>Nuhad Zoght répond qu'ils défendent le gouvernement fédéral depuis longtemps et qu'ils ne savent pas ce à quoi le secteur public est confronté et quels sont les défis. Plus la conversation avance, plus elle pourra comprendre les</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 3 :</u></p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC communiquera les coordonnées de Nuhad Zoght aux membres des conseils mixtes.</p>

	<p>sources d'irritation auxquelles est confrontée la fonction publique, et plus les ressources du Centre canadien pour la cybersécurité créeront les outils et adapteront le service pour les besoins des membres.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pirth Singh demande si le Centre canadien pour la cybersécurité examine les risques pour la sécurité des technologies émergentes, comme la chaîne de blocs et d'autres moyens fournis. <p>Nuhad Zoght répond que son directeur de la recherche et son équipe se penchent sur les nouvelles technologies émergentes et que la quantique est à l'avant-garde. Il est important pour eux d'investir dans le système et les processus de défense et de mener de la recherche dans ces domaines. Elle encourage Pirth à communiquer avec elle s'il a un projet ou des conseils à ce sujet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pirth Singh mentionne qu'il communiquera avec Nuhad Zoght pour discuter du portefeuille numérique. • Dennis Batacan demande si le Centre canadien pour la cybersécurité a une liste de services ou d'outils que les membres pourraient utiliser. <p>Nuhad Zoght répond qu'ils ne sont pas autorisés à approuver les outils pour le moment. À titre d'exemple, au Royaume-Uni, il existe une liste de services et d'outils, de produits et d'entreprises auxquels les gens peuvent avoir accès. Le Centre canadien pour la cybersécurité n'a pas été autorisé à faire la même chose, mais il espère obtenir l'autorisation à l'avenir.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Olivia Neal mentionne que lors de la réunion du Conseil du DPI, il y a eu de longues discussions approfondies sur la cybersécurité et les attaques par rançongiciel. Elle demande si quelqu'un peut communiquer avec le Centre canadien pour la cybersécurité pour les aider immédiatement. Ce serait un outil très important que d'avoir les coordonnées d'une personne qui répondrait en temps réel à la demande du DPI. <p>Nuhad Zoght conseille aux membres de communiquer directement avec elle. Elle a une équipe qui est disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et qui peut aider les membres en tout temps. Le Secrétariat de l'ISAC communiquera les coordonnées de Nuhad Zoght aux membres des conseils mixtes.</p>	
11	<p><u>Orientation stratégique des conseils mixtes</u></p> <p>Mark Burns et Olivia Neal présentent un exposé sur l'orientation stratégique des conseils mixtes. Les coprésidents des conseils mixtes se sont réunis en décembre 2019 pour discuter de la façon d'améliorer l'efficacité du groupe. Voici les principaux points à retenir de cette discussion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Miser sur un moins grand nombre de priorités clés et accorder la préséance à celles qui ont une incidence positive sur les citoyens. • Limiter les groupes de travail aux groupes suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ les groupes alignés sur les priorités des conseils mixtes; ○ les groupes qui ont défini des objectifs et des échéanciers. • Relever les défis plurigouvernementaux. • Améliorer la communication avec les tables externes (Table des sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux [SM FPT], Conseil stratégique des DPI, etc.). • Avoir un plan stratégique qui établira des objectifs clairs et qui s'harmonisera avec les résultats du groupe de travail. <p>Mark Burns mentionne qu'ils sont à la recherche de conseils et de l'approbation des membres pour aller de l'avant concernant trois sujets :</p>	<p><u>Décision n° 3 :</u> Les membres des conseils mixtes approuvent la décision d'éliminer progressivement le Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique.</p> <p><u>Décision n° 4 :</u> Les membres des conseils mixtes approuvent les deux priorités : identité numérique et services axés sur la clientèle.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 4 :</u> Les coprésidents des conseils mixtes travailleront sur la proposition liée à la clarté des</p>

<ol style="list-style-type: none"> 1. Que pensent-ils des priorités, sont-elles bonnes? 2. L'orientation des groupes de travail était-elle bonne? 3. Quel est le point de vue des membres sur la façon dont ils souhaitent collaborer avec des organismes externes? <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Natasha Clarke mentionne que le Groupe de travail sur le cadre a tenté de faire connaître la communauté de pratique, de la reconnaître et de l'appuyer. Sa préférence était : moins de groupes de travail et de sous-comités. Elle indique aux membres qu'elle a une proposition d'élimination progressive du Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique. Elle insiste sur la façon dont les partenaires de travail pancanadiens peuvent faire avancer le volet Identité. Pour ce qui est des tables externes, il est avantageux que les conseils se réunissent pour parler d'une même voix et explorent les relations avec des groupes comme le Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques (DIACC) et d'autres partenaires externes. <p>Mark Burns répond que les coprésidents ont vu la recommandation d'éliminer progressivement le Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique dans sa forme actuelle. Toutes les administrations ont une stratégie en place, grâce au Cadre de confiance pancanadien (CCP), en matière d'identité, et il appuie l'idée d'éliminer progressivement le Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique. Les coprésidents veulent déterminer si deux priorités suffisent : la priorité de l'identité numérique et les services axés sur la clientèle, et faire le point sur leur situation et en discuter.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vidya Shankarnarayan fait remarquer que l'identité numérique est la priorité pour tous, aux échelons fédéral, provincial, territorial et municipal (FPTM). Il faut s'assurer d'avoir une fiabilité numérique avant de travailler à la prestation de services pour aller de l'avant avec le service aux entreprises. Le plus souvent, l'identité numérique devient un projet de la TI. La TI est un catalyseur numérique et un modèle fédéré. Ils doivent continuer de travailler à des projets ensemble et dans l'ensemble du paysage FPTM afin de pouvoir prouver la fiabilité. • Sonya Read appuie l'orientation prise par les coprésidents des conseils relativement aux groupes de travail. Elle fait remarquer qu'il y a beaucoup de dédoublements et de chevauchements dans les groupes de travail. Il y a beaucoup de valeur dans la communauté de pratique, et certains groupes de travail fonctionnent comme des communautés de pratique. Les membres doivent réfléchir à la façon d'habiller les communautés de pratique, car elles sont importantes pour le partage de l'information. Elle est d'accord avec le nombre de priorités; cependant, le libellé doit être différent, les priorités doivent être ciblées et non pas aussi générales. Les groupes de travail doivent miser sur des produits livrables assortis d'échéanciers réels. • Bev Dicks est d'accord avec les priorités de l'identité numérique et du service axé sur la clientèle. Elle mentionne que l'identité numérique doit être inclusive et mettre l'accent sur l'identité des entreprises et des personnes. Carol Prest est responsable de ces sujets. Elle appuie la communauté de pratique, et la Colombie-Britannique a un directeur général à la coprésidence de la communauté de pratique du Centre de contact. Certains membres de l'équipe estiment qu'ils obtiennent beaucoup de valeur des communautés de pratique par rapport aux groupes de travail. • Heather Sheehy mentionne que le partage de l'information est la base et que les membres veulent apprendre ce que font les administrations. Pour certains groupes de travail, il est difficile de faire rapport aux réunions de Conseil. Elle suggère la fusion de certains groupes de travail là où il y a des synergies pour faire avancer les dossiers. D'autres groupes de travail fonctionneraient peut-être mieux en tant que communauté de pratique. Si quelqu'un veut qu'un point à l'ordre du jour soit discuté ou présenté, il n'est pas nécessaire qu'il provienne d'une communauté de pratique ou d'un groupe de travail s'il intéresse les membres. 	<p>deux priorités (l'identité numérique et les services axés sur la clientèle), à leur caractère distinct et à leurs résultats clairs, et les présenteront aux membres à la prochaine réunion.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 4B :</u></p> <p>Les coprésidents des conseils mixtes tiendront des discussions avec les coprésidents des groupes de travail, des sous-comités et des communautés de pratique concernant leur travail et leurs objectifs, ainsi que les échéanciers, afin d'en arriver à une proposition pour la téléconférence des conseils mixtes du 22 juin.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 4C :</u></p> <p>Les coprésidents des conseils mixtes communiqueront avec les partenaires externes et présenteront un rapport renfermant des recommandations à la prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 4D :</u></p> <p>Les coprésidents des conseils mixtes, en collaboration avec les membres, élaboreront un plan stratégique des conseils mixtes avec des objectifs clairs, s'aligneront sur les résultats des groupes de travail et présenteront le plan stratégique aux membres à une prochaine réunion.</p>
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Rob Entwistle mentionne que les municipalités sont le premier point de contact pour les citoyens et qu'elles sont enthousiasmées par l'identité numérique, mais qu'elles ont de la difficulté à trouver des personnes pour participer aux groupes de travail parce qu'elles n'ont pas les ressources. À l'échelon municipal en Colombie-Britannique, ils traitent avec des citoyens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta ou de l'Ontario — il ne s'agit pas seulement d'une solution de la Colombie-Britannique. Les priorités relatives à l'identité numérique et aux services axés sur la clientèle sont conformes aux priorités des municipalités. • Deb Bergey ajoute qu'il se fait du bon travail et qu'elle est d'accord avec les priorités. Cependant, elle a du mal à voir comment les choses s'harmonisent et comment ces priorités doivent être clarifiées, et comment elles sont liées aux groupes de travail et à la communauté de pratique. Les priorités discutées sont logiques, mais les services axés sur la clientèle sont très vastes. La priorité doit être une action qui relève de l'orientation client. Les membres s'attaquent à des objectifs concrets. Elle est également d'accord avec l'idée de fusionner les groupes de travail et d'en avoir moins. Elle appuie l'orientation générale et la clarté. • Olivia Neal demande s'il y a des domaines qui intéressent les membres. Sonya Read mentionne le partage de données avec les ordres de gouvernements, mais elle n'a pas de proposition pour l'instant. Elle demande aux membres sur quoi ils veulent miser concrètement. • CJ Ritchie mentionne qu'elle voit de la valeur dans le regroupement des conseils et qu'elle apprécie les priorités communes de l'identité numérique et des services axés sur la clientèle. Ils doivent définir ce qu'ils veulent réaliser, car ce n'est pas clair pour le moment. Les deux priorités sont interreliées et fonctionnent mieux ensemble que séparément. Le numérique est une composante fondamentale de l'orientation client, et s'ils veulent être axés sur la clientèle, ils ne peuvent pas le faire sans passer au numérique. • Vidya Shankarnarayan suggère d'examiner une ou deux offres de services groupés FPTM qui sont alimentées par l'identité numérique et la fiabilité. Leurs clients leur ont dit qu'ils voulaient des services regroupés au moyen de l'identité numérique. Les citoyens veulent avoir une identité numérique digne de confiance : une pour les particuliers et une pour les entreprises. • Silvano Tocchi indique que le lien avec d'autres intervenants est bénéfique. L'identité numérique est très bien accueillie, et les membres ont la légitimité de s'exprimer à ce sujet et d'agir au nom de leur organisation et de leur administration pour faire progresser l'identité numérique. Ils ont de la difficulté avec certains sujets parce qu'ils n'ont pas la légitimité ou le pouvoir de prendre un engagement au nom de leur administration sur ces sujets. • Mark Burns fait remarquer qu'ils doivent trouver des moyens d'éliminer la friction; comment peuvent-ils travailler ensemble? Il y a de la bonne volonté et de l'ambition, mais, pour une raison ou pour une autre, c'est difficile. Lorsqu'ils veulent travailler à un projet, et que le projet arrive à l'étape de l'approvisionnement, les choses commencent à devenir difficiles. • Alena Lukes affirme que nous traversons une période excitante, alors que nous délaissions les concepts pour nous intéresser davantage à certaines des initiatives et que nous nous engageons davantage avec d'autres parties qui n'ont peut-être pas participé à diverses tables. Il est important de renforcer les capacités, de contribuer et de faire bouger les choses. Bien qu'il y ait des défis, ils se rapprochent de la résolution des problèmes et de différentes collaborations. 	
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke mentionne qu'en tant que présidente de l'ISAC, elle voit des défis en matière d'approvisionnement et de création conjointe. Elle rappelle aux membres le pouvoir de l'ISAC au-delà du secrétariat et de la recherche. Il y a un manque de connaissance et de compréhension entourant la vision des fondateurs de l'ISAC et ce qu'ils ont créé pour les membres. L'ISAC est une excellente ressource pour le travail des conseils. Natasha Clarke demande officiellement d'éliminer progressivement le Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique. <p>Motion d'élimination progressive du Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique – CJ Ritchie Appuyée par Sonya Read Tous les membres sont en faveur de l'élimination progressive du Groupe de travail sur la Stratégie relative au numérique.</p> <p>Motion visant à établir deux priorités pour les conseils mixtes — Bonnie Schmidt Appuyée par Sonya Read Tous les membres conviennent du nombre de priorités, mais elles doivent être claires, distinctes et assorties de résultats définis. Les coprésidents y travailleront et présenteront une proposition.</p> <p><u>Les membres des conseils mixtes conviennent des prochaines étapes suivantes :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les coprésidents des conseils mixtes communiqueront avec les coprésidents des groupes de travail, des sous-comités et des communautés de pratique pour demander une proposition de chaque groupe d'ici la téléconférence des conseils mixtes de juin (22 juin). Les groupes de travail et les communautés de pratique ont de la valeur; ils ont tous deux une place distincte et ont besoin de soutien. 2. Sensibilisation des groupes externes — plus de discussions sont nécessaires. Les coprésidents des conseils mixtes communiqueront avec les groupes externes et formuleront des recommandations à la prochaine téléconférence. 3. Les coprésidents des conseils mixtes élaboreront un plan stratégique pour les conseils mixtes en collaboration avec les membres afin de définir une orientation et des objectifs clairs. 	
12	<p>Priorité de l'identité numérique (ONGLET 12A et ONGLET 12B)</p> <p>A) <u>Le point sur la priorité de l'identité numérique</u></p> <p>Alex Bourque donne un aperçu du travail accompli par le groupe de travail. Les coresponsables ont envoyé aux membres un sondage contenant des questions sur le partenariat entre les partenaires du secteur public et le DIACC pour faire avancer les efforts pancanadiens au chapitre de l'identité numérique, dont les priorités devraient être abordées par une tribune intersectorielle sur l'identité numérique, comme le DIACC, si les administrations des membres souhaitent participer au DIACC et si les membres ont des sujets supplémentaires pour les négociations de l'ISAC avec le DIACC. (Veuillez consulter les diapositives 4 et 5 de la présentation de l'ONGLET 12A.) Il mentionne que le directeur général de l'ISAC pourrait négocier avec le DIACC au nom des conseils, et que les coresponsables de l'identité numérique fourniront les principes directeurs de cette négociation.</p> <p>Sophia Howse mentionne que les coresponsables de l'identité numérique ont besoin de ressources pour les aider à faire progresser le travail sur l'identité numérique et elle recommande d'embaucher un directeur pour le Programme d'identité numérique qui travaillera avec les coresponsables de l'identité numérique pour faire avancer le travail. Il faut une voix pour créer et établir la relation avec les organismes externes qui travaillent sur l'identité numérique et qui déterminent ce qui doit être fait. Elle informe les membres que le classeur contient un énoncé des travaux décrivant les rôles et les responsabilités associés à la demande de financement.</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 5A :</u> Les coresponsables de l'identité numérique fourniront les principes directeurs pour la négociation avec le DIACC aux membres des conseils mixtes et à l'ISAC.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 5B :</u> Les coresponsables de l'identité numérique communiqueront avec le coprésident des Statistiques de l'état civil pour discuter davantage de leur participation à la priorité de l'identité numérique.</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Tracy Wood demande quels sont les produits livrables et à quel moment. Quel est le résultat à la fin de cette affectation et comment les responsables de la priorité de l'identité numérique définiront-ils le succès? <p>Sophia Howse répond que les produits livrables sont énumérés dans la description de poste, mais que le plan de travail n'a pas encore été défini. Le plan de travail sera le premier produit livrable, puis la gouvernance, les produits livrables liés à la mobilisation des intervenants et le travail connexe, y compris la capacité de passer à la gestion du changement. Le directeur du programme s'occuperait également du plan de communication et de la gestion du projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marc Brouillard a appuyé la ressource supplémentaire pour faire avancer les travaux, cependant, il y a des autres points à considérer pour cette discussion. Ils devront peut-être suspendre la décision jusqu'à ce qu'ils apprennent la situation dans son ensemble et prennent la décision après la présentation de Peter Watkins, en termes d'engagement et où appliquer les ressources. • Alena Lukes mentionne que, lors d'une réunion précédente, le coprésident des Statistiques de l'état civil a demandé à devenir membre du volet de la priorité de l'identité numérique. Elle veut une mise à jour concernant cette demande. <p>Alex Bourque ajoute que le coprésident des Statistiques de l'état civil a demandé à siéger au SCGI à titre de membre, et que les responsables de la priorité de l'identité numérique feront un suivi et rendront compte de l'état des membres.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deb Bergey s'interroge sur la relation entre le SCGI et l'identité numérique. <p>Sophia Howse répond que Marc Brouillard et Rob Devries feront un exposé sur le SCGI et la façon dont ils voient la relation. On discute de la transition des coresponsables de l'identité numérique au SCGI, mais cela ne s'est pas encore produit.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alana Macdougall suggère que le rôle de directeur de programme soit retiré de l'ISAC, en tant que soutien aux responsables de l'identité numérique des administrations, et non propre à l'ISAC. • CJ Ritchie fait remarquer que l'identité numérique a été désignée comme une priorité importante, et qu'il se fait de l'excellent travail. Il faut des ressources pour diriger le travail que les responsables de l'identité numérique doivent accomplir et pour lequel ils ont besoin d'aide. • Kathryn Bulko remarque que l'Association des systèmes d'information municipale (ASIM) n'est pas représentée sur la liste des représentants de l'identité numérique. Elle se rappelle que certains membres de l'ASIM de Surrey, de Montréal et de Vancouver ont demandé à faire partie de ce groupe et elle veut le confirmer auprès d'Alex Bourque. <p>Alex Bourque répond qu'un appel a été lancé par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC et qu'ils ont donné les noms qu'on leur a fournis. Ils accueillent plus de membres, mais il y a différents groupes sous l'identité numérique et le SCGI. Le SCGI a un lien direct avec les conseils mixtes. Le groupe de travail d'experts du Cadre de confiance pancanadien est un sous-groupe du SCGI, et les experts se réunissent chaque semaine pour faire avancer les détails plus précis du cadre. Ils discuteront de la gouvernance et de la structure du travail pour aller de l'avant avec le soutien des membres, et permettront au groupe d'experts d'être formé pour exécuter diverses autres composantes liées à l'identité numérique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kathryn Bulko fera un suivi auprès de ces villes et verra à quels groupes appartiennent les membres. 	<p>Décision n° 5 :</p> <p>Les membres des conseils mixtes approuvent un financement de 100 000 \$ pour le directeur du Programme d'identité numérique et un financement de 25 000 \$ pour l'atelier. Le financement des déplacements du représentant de l'identité numérique pour l'atelier doit être financé par chaque administration. S'il y a des contraintes budgétaires dans la province, les conseils mixtes feront une exception et fourniront du financement à ceux qui ont besoin d'aide aux déplacements.</p> <p>Mesure de suivi n° 5C :</p> <p>Les coresponsables de l'identité numérique iront de l'avant avec la demande de propositions pour l'embauche du directeur du Programme d'identité numérique et soumettront la proposition à l'approbation des coprésidents des conseils mixtes.</p> <p>Mesure de suivi n° 5D :</p> <p>La discussion sur le renouvellement de la composition du SCGI est reportée à la prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p> <p>Mesure de suivi n° 5E :</p> <p>Prochaines étapes des travaux concernant l'identité numérique :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Les coresponsables de l'identité numérique doivent fournir un énoncé de travail clair et une orientation solide au directeur de programme
---	--

<ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke mentionne que le rôle de directeur de programme est important pour le travail et les produits livrables. Il sera important de préciser que la participation des intervenants et la gouvernance relèvent de ces responsabilités. Il faut clarifier les rôles et la gouvernance, la communication et le travail en toute transparence. Il faut faire les choses avec intention, en tenant compte de l'étape et de l'endroit où les gens se trouvent sur le plan de l'engagement, s'attacher aux produits livrables, être ouverts, transparents et inclusifs pour un cadre collectif. C'est un grand changement dans la façon de fonctionner, et l'on ne peut tout résoudre grâce à un ou deux sous-comités. Elle suggère de consacrer des ressources pour accomplir ce que les membres veulent et d'éviter que de nombreuses personnes participent à une téléconférence, ce qui n'est pas productif. Rob Devries, coprésident du SCGI, réitère l'idée de réduire le nombre de membres afin de créer une imputabilité concrète pour les responsables de l'identité numérique dans les administrations. Au sein de leur administration, ils doivent comprendre qu'ils seront une personne-ressource unique pour agir au nom des Statistiques de l'état civil, ou de l'Inforoute du Canada ou de l'immatriculation des véhicules, qui partagera une identité numérique, canalisée vers une structure de gouvernance. Il faut clarifier cela. C'est un peu différent pour les municipalités, car elles ne peuvent pas toutes être représentées à la table et devront être représentées au sein des groupes de travail, et les responsables devraient s'en occuper. Bonnie Schmidt convient qu'il s'agit d'une question cruciale concernant les ressources. Elle suggère que le directeur du programme soit l'un des membres du Comité. Elle suggère que les membres réfléchissent à la façon de doter ce rôle, à la durée du rôle (entre 12 et 18 mois), s'il faut regarder à l'interne ou s'il suffit de demander à un consultant externe d'assumer ce rôle. <p>Sophia Howse répond qu'ils ont tenu compte de ces idées.</p> <ul style="list-style-type: none"> Tracy Wood a besoin de précisions supplémentaires pour savoir si les responsables de la priorité de l'identité numérique ont l'intention d'embaucher un consultant à titre de directeur du programme ou un fournisseur. <p>Sophia Howse répond qu'il s'agit d'un poste à court terme, entre mars et septembre, et qu'on cherche à embaucher un consultant.</p> <ul style="list-style-type: none"> Heather Sheehy demande des précisions sur l'argent affecté à un atelier en personne et aux déplacements des membres : 25 000 \$ pour l'atelier et 25 000 \$ pour les déplacements des membres. Habituellement, l'approche des conseils mixtes en matière de déplacements est que s'il y a eu une présentation du groupe de travail, le conseil mixte approuvera le financement. Pour les personnes qui ont été désignées pour participer à l'atelier, un financement en nature pourrait être envisagé. Du point de vue provincial ou territorial, on accorde un financement en nature pour les déplacements du personnel pour la participation aux réunions. Maria Luisa Willan précise qu'il y a une politique pour les dépenses des réunions du groupe de travail. Natasha Clarke ajoute qu'il est logique de pouvoir opter pour le financement en nature pour certaines choses, mais qu'il y a certaines exceptions dans certaines administrations. Dans certaines administrations, on leur dit qu'ils ne peuvent pas se déplacer en raison de contraintes budgétaires, mais ce financement pourrait leur permettre de participer à la réunion en personne. Ils pourraient considérer le financement en nature des déplacements comme une occasion de soulever la question auprès des sous-ministres FPTM, à titre d'engagement. 	<p>qui sera embauché. Ils doivent veiller à ce qu'il y ait des vérifications appropriées et que les travaux progressent de façon substantielle.</p> <p>2) Le directeur de programme élaborera le plan de travail, en précisant les lots de travaux et les produits livrables, la gouvernance (structure des groupes : identité numérique, SCGI et CCP, mandat), la participation des intervenants y compris leurs rôles et responsabilités clairement définis, et le plan de communication. Il travaillera ouvertement, en toute transparence et de façon inclusive à l'obtention d'un cadre collectif.</p> <p>3) Le directeur de programme travaillera avec le représentant de l'identité numérique dans chaque administration, avec Peter Watkins sur le bac de sable, et avec le DIACC.</p>
---	--

<ul style="list-style-type: none"> Tracy Wood mentionne qu'il serait bon d'avoir un cas d'exception pour ceux qui ne peuvent pas obtenir d'approbation de déplacement. Tous les membres sont d'accord avec cette approche. <p>B) <u>Présentation du Sous-comité sur la gestion de l'identité</u></p> <p>Marc Brouillard et Rob Devries font le point sur le travail du SCGI.</p> <p>Rob Devries mentionne que le travail du SCGI consiste à jeter les bases du CCP et à déterminer ce qu'il faut faire afin de veiller à ce que l'identité soit créée et qu'elle puisse être utilisée par des organisations publiques et privées, et entre les secteurs public et privé. Il a été possible d'échanger des attributs d'identité avec la Colombie-Britannique, l'Alberta et le gouvernement fédéral. Il y a une ébauche de devis de vérification de la personne par l'entremise du DIACC qui montre qu'il est possible d'atteindre l'harmonisation avec beaucoup de travail à faire.</p> <p>Marc Brouillard ajoute qu'il y a de nombreux intervenants en place et qu'ils doivent conclure pour s'assurer d'aller de l'avant. Ils ont une feuille de route, et il y a beaucoup d'excellent travail : le CCP va dans la bonne direction. Certaines provinces ont beaucoup de travail et de projets-pilotes en cours. Il y a de nombreux éléments et il est impératif qu'ils les organisent pour l'avenir. Le SCGI est le porte-parole des conseils mixtes pour la coordination du CCP avec le DIACC. Les membres espèrent que les responsables de l'identité numérique auront le pouvoir d'agir au nom de leur administration et pourront réunir tous les intervenants et les représenter. Ils doivent mettre à jour le mandat du SCGI en visant la clarté et en définissant les objectifs. Les coprésidents du SCGI suggèrent que les représentants des administrations soient les membres principaux ayant le pouvoir et la capacité de faire participer d'autres membres. Lorsqu'on aura convenu du mandat, il faudra une réponse officielle du DIACC pour ce qui est des attentes. Il faut que le DIACC comprenne clairement la relation et le fait que le secteur public a une seule voix.</p> <p>Rob Devries fait remarquer que ceux qui siègent au DIACC ont un double rôle, celui de représenter leur province et celui de participer aux programmes du DIACC pour appuyer la création du CCP. Le secteur public doit avoir une structure de coûts moins élevée pour les représentants du gouvernement, et il doit veiller à ce que le travail qu'il accomplit conjointement par l'entremise du SCGI soit bien représenté. La structure des prix du DIACC doit faire l'objet de discussions plus poussées.</p> <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> CJ Ritchie a besoin d'éclaircissements sur le concept d'une seule voix pour le public, à savoir qui, selon les coprésidents du SCGI, est cette voix unique : le SCGI ou quelqu'un d'autre? Il y a de nombreux groupes dans cet espace. Elle aimerait que les rôles et les responsabilités soient clairs. <p>Marc Brouillard confirme que le SCGI est la voix unique du secteur public auprès du DIACC.</p> <ul style="list-style-type: none"> Marc Brouillard ajoute que toutes les parties ont reconnu qu'il est nécessaire d'avoir un seul CCP; cependant, pour mettre en œuvre le CCP, il faut une structure et des lignes directrices, et être en mesure de les mettre en œuvre et de s'y adapter. Les parties disposent de ce dont elles ont besoin du point de vue du secteur public du CCP et elles doivent reconnaître qu'elles doivent partager. Il est important que le DIACC ait une voix pour le regroupement et qu'il reconnaisse que les exigences diffèrent d'une province à l'autre lorsqu'il est question de normes. Rob Devries fait remarquer qu'il y a un concept qui ne trouve pas écho dans le secteur privé, car le secteur privé prend des mesures différentes, il examine la conformité et les risques, et il est important de s'y arrêter. 	
---	--

<ul style="list-style-type: none"> • Peter Watkins demande si l'on envisage de créer une structure analogue à celle du DIACC. Disposer d'une équipe de révision, d'un comité consultatif d'experts et d'une structure où le comité fait une recommandation au conseil sur l'approbation des documents avant leur publication. Y a-t-il une façon de structurer une dynamique avec un groupe de travail et des responsables de l'identité numérique du SCGI? • Rob Devries répond que les conflits concernant les décisions de gouvernance ne sont pas bien compris. • Deb Bergey demande si les responsables de l'identité numérique des administrations désignés deviennent des membres de base du SCGI, de sorte qu'ils peuvent tenir des consultations plus vastes. <p>Rob Devries répond que les coresponsables de l'identité numérique détermineront comment leur travail s'intègre à cette structure.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tracy Wood demande que l'organigramme des conseils mixtes soit publié. On a convenu que le SCGI et l'identité numérique devaient devenir un seul groupe de travail. Y aura-t-il des coprésidents pour le groupe, et les responsables de l'identité numérique seront-ils mobilisés? <p>Marc Brouillard répond que le mandat sera actualisé pour une seule organisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Natasha Clarke demande des précisions sur la décision à prendre. <p>Sophia Howse répond que l'idée était de miser sur la priorité de l'identité numérique, en travaillant le mandat avec le SCGI, et de déterminer ce qui doit être fait. Les responsables de l'identité numérique travailleront sur les identités numériques; toutefois, si l'on demande d'éliminer progressivement le groupe auquel travaillent Sophia et Alex, elle serait d'accord.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tracy Wood mentionne que les responsables du numérique seront la voix de leur province; ils sont les membres votants du Comité. Il y a du travail à faire entre le SCGI et la priorité de l'identité numérique, pour rédiger le mandat, et ils ont besoin d'une approbation pour aller dans cette direction. Tous les membres sont d'accord. • CJ Ritchie suggère qu'il y a du travail à faire pour rationaliser les sous-comités et les groupes de travail. En ce qui concerne l'identité numérique et le SCGI, il y a actuellement deux coprésidents de l'identité numérique et deux coprésidents du SCGI. Elle suggère que les coprésidents des conseils mixtes communiquent avec les coresponsables de l'identité numérique et les coprésidents du SCGI et soumettent ensuite une proposition. • Marc Brouillard suggère que la discussion sur le renouvellement de la composition du SCGI soit reportée à la prochaine téléconférence des conseils mixtes. <p>Sophia Howse parle du projet BCDIFS (British Columbia Digital Identity for Federal Services) qui est un projet conjoint avec la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral : EDSC, l'ARC et le SCT ont intégré l'ID numérique de la carte de services de la Colombie-Britannique à Mon dossier Service Canada (MDSC) d'EDSC et à Mon dossier de l'ARC. Le projet a été lancé à l'ARC en février 2020, et le lancement à EDSC est prévu pour le printemps 2020. Les résultats du projet : choisir les justificatifs d'identité de BC Services Card, ouvrir une séance dans BC Services Card, accéder aux services fédéraux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Silvano Tocchi mentionne que sur la page d'accueil de l'ARC, il y a des justificatifs commerciaux, des justificatifs de l'ARC ou des justificatifs de la Colombie-Britannique. Les citoyens de la Colombie-Britannique peuvent s'inscrire 	
--	--

à un dossier de l'ARC en utilisant les justificatifs d'identité de la Colombie-Britannique. Il s'attend à ce que les chiffres augmentent de façon exponentielle. L'importance et la valeur de la collaboration étaient exceptionnelles pour toutes les parties.

C) Présentation de la validation de principe du DIACC (ONGLET 12B)

Joni Brennan présente les travaux du DIACC. Une proportion de 70 % des Canadiens estime qu'une collaboration entre le gouvernement et le secteur privé est la meilleure approche pour créer un cadre d'identité numérique pancanadien. La commodité, la sécurité, l'efficacité et les avantages économiques sont les fondements du CCP. Dirigé par le DIACC avec la contribution de plusieurs secteurs à l'échelle pancanadienne et internationale, le CCP relie et favorise l'économie numérique du Canada d'un océan à l'autre. Il vise à assurer l'interopérabilité intersectorielle en mettant l'accent sur les normes et les pratiques de l'industrie.

Peter Watkins fait une démonstration en direct de la validation de principe.

- La démonstration illustre la valeur et les avantages potentiels pour les Canadiens qui sont associés à l'identité numérique émise par le gouvernement, plus précisément, l'élément de vérification de la personne du CCP.
- La démonstration illustre que la création de services de connexion Web n'est pas la même chose que de demander aux gouvernements d'émettre des identités numériques aux Canadiens afin qu'ils puissent interagir, comme ils l'entendent, dans l'ensemble de l'économie et de la société.

Sujet de discussion : Concernant l'hypothèse que les aspects techniques de l'idée peuvent être facilités pour les membres des conseils mixtes :

- Y a-t-il suffisamment d'intérêt pour que les responsables de l'identité numérique nouvellement établis parrainent la création d'un environnement de bac de sable fonctionnel pour le CCP en collaboration avec le DIACC?
- Y a-t-il suffisamment de soutien pour cibler cela comme un produit livrable démontrable pour la réunion en personne des conseils mixtes à l'automne 2020?

Discussion

- Vidya Shankarnarayan demande si le CCP évoluera de la vérification de l'organisation et de la personne à la vérification de la personne et de l'entreprise. Elle pense qu'il y a ensuite les justificatifs d'identité qui faciliteront la conformité à la réglementation puisque son administration participe à la numérisation et à la réglementation.

Peter Watkins répond que les cas d'utilisation impliquent plus que la vérification de la personne, ils peuvent signifier la vérification de la relation et de l'organisation.

- Deb Bergey demande comment les municipalités peuvent consommer cela, car le cas d'utilisation est également avantageux pour elles.

Peter Watkins répond que la carte de service de la Colombie-Britannique est semblable à celle de l'Alberta. C'est la même chose pour les municipalités, et il donne l'exemple des gens qui peuvent ajouter n'importe quoi sur cet écran, n'importe quel type de permis, de justificatifs d'identité, et les gens pourraient avoir cela dans leur portefeuille et le partager avec n'importe qui.

- CJ Ritchie mentionne qu'ils ont diffusé l'investissement sur la possession de la carte physique en Colombie-Britannique. Chaque administration peut avoir le code et créer une identité numérique. Les représentants de

<p>l'identité numérique détermineront quelles sont les priorités pour leur administration et ce qu'ils aimeraient voir dans le bac à sable; règlements, organisation vérifiée, preuve d'identité. En établissant la bonne priorité pour le bac à sable, ils peuvent avoir tous les éléments et les priorités de haut niveau dans le bac à sable pour les voir et les démontrer. Ils peuvent alors montrer tout cela aux sous-ministres et expliquer pourquoi l'identité numérique est importante et pourquoi elle est une pierre angulaire de la participation à l'économie numérique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marc Brouillard réitère ce qu'a mentionné CJ Ritchie, à savoir qu'il s'agit de la plateforme où l'on peut développer des idées, vérifier que l'interopérabilité fonctionne et la faire passer de la théorie à la pratique. La plateforme du gouvernement du Canada peut servir à accéder à IRCC, à l'ARC et à EDSC afin de valider l'excellent travail qui a été fait. • Joni Brennan ajoute qu'en collaboration avec le secteur privé, ils peuvent avoir un meilleur produit et un bac à sable dynamique. • Arlene Williams mentionne que le travail sur la vérification de la personne dans son administration permet de présenter une perspective plus holistique, de voir l'apparence et la convivialité du produit et de constater son interopérabilité à l'échelle du pays. Ils sont très favorables au travail du bac à sable, ce qui montre que le secteur public et le secteur privé investissent dans ce travail et qu'il a été utile d'avoir l'appui de la Colombie-Britannique. • Natasha Clarke remercie Peter Watkins de sa ténacité personnelle et de son engagement envers le programme. Peter a porté le flambeau de façon impressionnante depuis 2010, démontrant des choses concrètes à montrer aux intervenants. <p>Tracy Wood mentionne deux décisions qui doivent faire l'objet de discussions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La demande faite à l'identité numérique et au SCGI de se réunir avec le mandat actualisé, les membres et une proposition, qui sera une orientation, à présenter aux membres. 2. La demande de financement des coresponsables de l'identité numérique pour un directeur de programme (un consultant) pour aider à définir le plan de travail et pour collaborer avec les administrations. <p>Olivia Neal demande s'il y a une demande de financement pour le bac à sable.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alex Bourque répond que, de son point de vue, le CCP doit être géré de façon centralisée. La conversation porte davantage sur le ressourcement approprié pour faire progresser le bac à sable, le travail sur la mise à jour du mandat, l'analyse en ce qui a trait au consensus des responsables numériques, la définition de la gouvernance, et qui fera le travail précis? On aimerait recevoir les commentaires et les orientations des membres. • Peter Watkins appuie l'idée d'Alex et ajoute que si les membres préfèrent que les responsables numériques gèrent le bac à sable, ils peuvent en discuter davantage. <p>Sophia Howse fait remarquer qu'il existe une façon d'élaborer les principes et la gouvernance à court terme. Les membres des conseils mixtes peuvent donner une orientation et revenir avec une sous-section des conseils mixtes qui mise sur l'identité numérique, et ils peuvent choisir quelques personnes qui dirigeront le travail pour l'accélérer.</p> <ul style="list-style-type: none"> • CJ Ritchie mentionne que les conseils ont de nombreux comités et sous-comités qui travaillent sur l'identité numérique; ils veulent plusieurs éléments pour faire avancer les choses. Ils veulent que le travail se poursuive, que les gens travaillent sur le bac à sable et qu'ils fassent avancer les travaux pragmatiques. Les conseils tireront parti d'un effort concentré visant à présenter une proposition qui réduit le nombre de sous-comités et d'organes de travail
--

	<p>qui se consacrent à l'identité numérique, en comprenant clairement le rôle qu'ils jouent et le travail qu'ils doivent accomplir. La proposition doit comprendre le rôle des groupes de travail au chapitre de l'adjudication et de l'entretien des possibilités qui proviennent des administrations publiques afin d'être la bonne proposition dans le bac de sable.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mark Burns dit qu'ils ne veulent pas s'arrêter, qu'ils doivent faire un effort concerté, travailler de façon pratique avec une proposition pour voir comment cela fonctionnerait et réduire le nombre de groupes à l'avenir. • Natasha Clarke demande qui fera ce travail. Ce devrait être une ressource pendant une courte période, jusqu'à ce qu'on détermine qui fera ce travail. • Marc Brouillard a appuyé l'idée d'appliquer le financement pour faire le travail, et que pour cela soit très précis. Le groupe sur l'identité numérique pour revenir avec la proposition de la structure du comité, la structure de gouvernance, quel est le plan de travail et regardez comment les conseils vont maintenir l'ID numérique sur une base continue. Ce travail nécessite des ressources engagées. Il était en faveur du financement. • Tracy Wood mentionne que les conseils mixtes ne paieront les frais de déplacement que dans des cas exceptionnels. Ils demanderont aux administrations de payer les frais de déplacement du représentant de l'identité numérique pour l'atelier et, dans le cas où une administration ne peut pas financer les déplacements en raison de contraintes budgétaires, les conseils mixtes fourniront du financement pour les déplacements de cette personne. 25 000 \$ ont été approuvés pour aller de l'avant (100 000 \$ pour le directeur du Programme d'identité numérique et 25 000 \$ pour l'atelier). Elle recommande aux coresponsables de l'identité numérique d'aller de l'avant avec une demande de propositions, de choisir celle qui offre le meilleur prix et de soumettre la proposition à l'approbation des coprésidents. • Bev Dicks mentionne qu'on veut une proposition à ce sujet, et que la poursuite du travail des deux processus fait l'unanimité. Les coresponsables de l'identité numérique ont indiqué qu'ils ont besoin d'un certain niveau de soutien pour faire avancer leur travail, et qu'ils ont besoin du niveau de soutien maintenant, et non pas de façon progressive. • CJ Ritchie est d'accord avec le commentaire des coresponsables. L'identité numérique est la priorité absolue des conseils mixtes. Il est temps de déplacer l'identité numérique dans chaque administration, et c'est une chose qu'ils ne peuvent pas faire du côté du bureau des coresponsables de l'identité numérique. Il s'agit d'une priorité claire pour toutes les administrations, et elle doit être partagée. Les coresponsables de l'identité numérique ont besoin de quelqu'un pour élaborer le plan de travail et les produits de travail, et il y a beaucoup de gens dans l'espace. Ils doivent déterminer ce qu'est la gouvernance. Nous tirerons profit des travaux sur les mesures pragmatiques. • Silvano Tocchi recommande de poser la question différemment, puisque l'identité numérique des conseils mixtes est une priorité, ils souhaitent faire avancer trois choses : 1. créer une capacité permanente, un projet-pilote d'un an fondé sur la capacité institutionnelle de faire avancer le dossier; 2. examiner la gouvernance et avoir la bonne gouvernance pour faire avancer ce dossier de façon collective et 3. ils ont la capacité d'exécuter les éléments techniques pour progresser et les trois sont liés. • Dan Batista conseille aux membres de considérer cela comme une offre à commandes. Il peut y avoir des travaux en vertu d'une autorisation de tâches, et il y a une vérification; comment ils exécutent et gèrent ces travaux et comment ils sont exécutés. 	
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke mentionne que les coresponsables de l'identité numérique ont besoin de quelqu'un pour élaborer le plan de travail, la gouvernance et la mobilisation des intervenants. Il est clair qu'il faut dépenser 125 000 \$ pour le travail, et s'ils ne le font pas maintenant, quand vont-ils le faire? Rick Wind fait remarquer qu'il s'agit d'un petit investissement pour obtenir un plan réel et accélérer la façon de le mettre en œuvre, à partir de la validation de principe. Il appuie cette demande et affirme que c'était la bonne chose à faire. Mark Burns indique aux membres le montant d'argent qui se trouve dans les comptes des conseils : 280 000 \$ pour le CPSSP et 176 000 \$ pour le CDPISP. Tracy Wood conseille aux membres de fournir leurs observations et de préciser s'ils sont d'accord avec le montant d'argent pour l'embauche du directeur du Programme d'identité numérique. Il y a consensus sur le montant, sous réserve des recommandations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les coresponsables de l'identité numérique présenteront une proposition accompagnée d'un énoncé de travail complet. ✓ Les coresponsables de l'identité numérique doivent veiller à ce qu'il y ait des vérifications appropriées et que le travail progresse de façon substantielle. ✓ Approche agile, directives solides et mesures de contrôle fréquentes. <p>Motion : Les coprésidents sont favorables à l'octroi de fonds au groupe de l'identité numérique pour l'embauche d'un consultant qui terminera le plan de travail et continuera de travailler avec les responsables de l'identité numérique. <i>(Les groupes doivent fusionner et revenir avec le mandat, en collaboration avec Peter Watkins et son équipe, pour poursuivre le travail dans le bac de sable, et avec le DIACC, afin que chaque responsable de l'identité numérique dans les administrations puisse déterminer s'il y a un cas ou un plan de travail sur lequel travailler.)</i> — proposé par CJ Ritchie Appuyée par Bev Dicks</p> <p><u>Les membres des conseils mixtes conviennent des prochaines étapes suivantes :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Les coresponsables de l'identité numérique doivent fournir un énoncé de travail clair et une orientation solide au directeur de programme qui sera embauché. Ils doivent veiller à ce qu'il y ait des vérifications appropriées et que les travaux progressent de façon substantielle. 2) Le directeur de programme mettra au point le plan de travail, en précisant les lots de travaux et les produits livrables, la gouvernance (structure des groupes : identité numérique, SCGI et CCP, mandat), la participation des intervenants y compris leurs rôles et responsabilités clairement définis, et le plan de communication. Il travaillera ouvertement, en toute transparence et de façon inclusive à l'obtention d'un cadre collectif. 3) Le directeur de programme travaillera avec le représentant de l'identité numérique dans chaque administration, avec Peter Watkins sur le bac de sable, et avec le DIACC. 	
13	<p>Groupe de travail sur les services axés sur les clients (ONGLETS 13A à 13C)</p> <p>Margo McCarthy et Sarah Francis présentent un aperçu du projet — Application du modèle de maturité des services intergouvernementaux axés sur les clients.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le modèle évalue l'expérience des clients qui reçoivent un service auquel participe plus d'une administration. Le modèle a été mis à l'essai en examinant l'expérience des personnes âgées qui accèdent aux services de reprise à la suite d'un feu de forêt. 	<p>Mesure de suivi n° 6 : Le Groupe de travail sur les services axés sur les clients fera un compte rendu sur l'outil numérique à une prochaine réunion des conseils mixtes.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> On a élaboré le contenu d'un guide de l'utilisateur sur la façon d'appliquer le modèle de maturité. <p>Bev Dicks mentionne que, tout comme la coprésidente fédérale, Wendy Birkinshaw Malo, elle est très satisfaite du résultat et du travail accompli par le groupe de travail, et de l'appui des membres et de l'ISAC. Elles aimeraient créer un produit évolutif et, pour ce faire, les membres des conseils mixtes ont approuvé leur travail.</p> <p>Prochaines étapes</p> <ol style="list-style-type: none"> Élaborer une version numérique du modèle de maturité et du guide de l'utilisateur à l'aide d'un logiciel libre – avril 2020. Travailler avec l'ISAC pour accroître la sensibilisation et la distribution élargie de l'outil numérique – mai-juin 2020. <p>Le Groupe de travail sur les services axés sur les clients fera un compte rendu lors d'une prochaine téléconférence sur l'outil numérique.</p>	
14	<p><u>Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données du CPSSP (ONGLET 14A à ONGLET 14D)</u></p> <p>Sonya Read et Andrew Satterthwaite, coprésidents du Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données, présentent un aperçu du travail que le groupe a accompli depuis la dernière réunion en personne à Winnipeg. Ils déposent également une demande de financement pour un montant pouvant atteindre 60 000 \$ pour la phase 1 d'une proposition de projet de recherche visant à explorer le contexte actuel de l'acceptation par le public de l'utilisation des données pour améliorer les services au sein du gouvernement et entre les ordres de gouvernements. Le calendrier : de mars à août 2020, produits livrables suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse de l'environnement Examen des ouvrages publiés Analyse et application au contexte canadien Rapport de la phase 1 avec recommandations <p>Deux demandes ont été déposées pour discussion :</p> <ol style="list-style-type: none"> L'approbation du financement. L'orientation à donner et qui appuie le travail du Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données, qui relève de la priorité des services axés sur les clients. <p><u>Discussion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Sonya Read mentionne que toutes les priorités, y compris le travail lié à l'identité numérique, consistent à partager l'information. Pour ce faire, il faut comprendre les obstacles législatifs, la façon de partager les renseignements personnels et ce à quoi le travail du Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données devrait s'attaquer et ce qu'il devrait faire progresser. Heather Sheehy convient que le partage des données pose des défis. Il s'agit d'un travail essentiel, et il est très intéressant pour EDSC de comprendre quels sont les obstacles au partage d'information. Elle se demande si l'activité 2 du plan de travail, analyse des cas d'utilisation, devrait avoir lieu d'abord pour examiner les défis en matière de partage des données qui se posent dans le cadre des principales priorités des conseils mixtes. Cela pourrait aider à définir la portée et l'orientation de l'activité de recherche et de l'analyse de l'environnement. 	<p>Mesure de suivi n° 7 :</p> <p>Les membres des conseils mixtes ont approuvé un financement de 60 000 \$ pour le Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données afin d'embaucher un consultant pour travailler à la proposition de projet de recherche, sous réserve des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ veillez à explorer les options en ce qui concerne l'enquête Citoyens en tête, un plan à élaborer (intérêt plus grand à voir les obstacles législatifs et stratégiques en matière de partage de l'information); ➤ vérifier si d'autres groupes ou le gouvernement ont fait un travail semblable qui peut être mis à profit pour accélérer le travail et réduire les coûts. <p>Décision n° 6 :</p> <p>Les membres du CPSSP et du CDPISP ont approuvé le transfert du groupe de travail sur le renseignement basé sur les données sous le Conseil mixtes.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> Alena Lukes fait remarquer qu'ils examinent notamment les obstacles au partage des données, et elle discutera de quelque chose de semblable dans sa présentation au Groupe de travail sur les avis de décès. Mark Burns ajoute que l'élément d'acceptation du public et les obstacles législatifs, en ce qui concerne le partage de l'information, pourraient faire partie de l'enquête Citoyens en tête, afin de donner aux sous-ministres la possibilité d'examiner et de montrer le point de vue des citoyens. Sonya Read répond qu'avant de lancer une recherche sur l'opinion publique, qui est coûteuse, ils veulent obtenir une recherche sur l'opinion publique. Les gens s'attendent à partager l'information, et c'est ce que fait le gouvernement du Canada. Elle propose une démarche d'étude de cas sur les obstacles législatifs. Tracy Wood demande si les questions que Sonya Read veut poser aux citoyens font partie de l'enquête Citoyens en tête. Dan Batista répond que la première version de Citoyens en tête répond à certaines de ces questions, mais pas avec cette précision. Chaque itération a un thème ou une optique thématique. Il ajoute que le moment choisi est impeccable, car l'ISAC a commencé à travailler à la prochaine enquête et recrute des abonnés. Sonya Read discutera davantage avec Dan Batista des questions liées à l'enquête Citoyens en tête. <p>Les membres des conseils mixtes ont approuvé un financement de 60 000 \$ pour le Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données afin d'embaucher un consultant pour la proposition de projet de recherche, sous réserve des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ explorer les options en ce qui concerne l'enquête Citoyens en tête, un plan à élaborer (intérêt plus grand à voir les obstacles législatifs et stratégiques en matière de partage de l'information); ➤ vérifier si d'autres groupes ou le gouvernement ont fait un travail semblable qui peut être mis à profit pour accélérer le travail et réduire les coûts. <p>Olivia Neal a ajouté que les membres du CPSSP et du CDPISP ont approuvé de déplacer le groupe de travail sur le renseignement basé sur les données sous les conseils conjoints, conformément à l'action de la réunion de Winnipeg. Il y aura une conversation hors ligne pour le financement de la proposition de projet de recherche du Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données, qui sera répartie entre les deux Conseils.</p>	
15	<p>Renseignements axés sur les données (ONGLET15)</p> <p>Marc Brouillard, dirigeant principal de la technologie du gouvernement du Canada, présente un exposé sur le Cadre de gouvernance et de régie des données à l'échelle du gouvernement.</p> <p>Cadre de gouvernance des données :</p> <ul style="list-style-type: none"> Cadre du gouvernement du Canada pour la gouvernance et la régie, la qualité, l'accessibilité, l'interopérabilité et la sécurité, et la protection des renseignements personnels. La Politique sur les services et le numérique établit les données comme un atout stratégique. La gouvernance actuelle assumée par le Comité d'examen de l'architecture intégrée du gouvernement du Canada et le Sous-comité de sous-ministres sur les priorités et la planification intégrées est un début, mais une collectivité de données plus officielle est nécessaire, y compris des rôles et responsabilités définis. <p>Projet exploratoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une recommandation élaborée par la collectivité pour établir une nouvelle norme de données à l'échelle de l'organisation sur les données de référence PROVINCE/TERRITOIRE. 	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a été relevée pour ce sujet.</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> Le projet exploratoire se déroulera dans le cadre d'un processus de bout en bout consistant à rédiger une norme, à mobiliser davantage la collectivité, à cerner les lacunes dans les définitions, les rôles et les responsabilités et les éléments nécessaires de la gouvernance des données. Il s'agit de montrer aux intervenants et à la direction de façon pratique ce qui est en cause et de démontrer le résultat bénéfique. <p>Discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> Ted Hicks (Nunavut) fait remarquer que les normes en matière de données sont en anglais et en français et demande si le code peut être rédigé dans d'autres langues. Au Nunavut, ils traduisent dans quatre langues et ils doivent officialiser les documents dans toutes ces langues. Marc Brouillard répond que d'autres langues pourraient être intégrées au code. 	
16	<p>Groupe de travail sur les avis de décès (ONGLET 16)</p> <p>Alena Lukes, coprésidente du Groupe de travail sur les avis de décès, fait le point sur les travaux de son groupe.</p> <p>Planifier l'avenir Recherche et analyse opérationnelle sur les solutions possibles pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'optimisation des processus opérationnels pour garantir l'enregistrement et la notification en temps opportun par les bureaux de l'état civil. L'amélioration du service aux partenaires actuels. La détermination des besoins opérationnels des futurs partenaires. <p>Soutien nécessaire et demande aux membres</p> <ol style="list-style-type: none"> Un représentant pour obtenir de l'information : pour chaque province et territoire et pour tous les partenaires fédéraux. Des ressources pour compiler tous les commentaires. Des experts des solutions de la TI et de la mise en œuvre. Un consultant en protection des renseignements personnels/conseiller juridique. <p>Elle indique que le mandat du Groupe de travail sur les avis de décès sera présenté à la prochaine téléconférence en vue de le faire approuver par les membres.</p> <p>Discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> Heather Sheehy mentionne qu'il s'agit d'un sujet très important. Il est avantageux de mettre en œuvre le processus d'avis de décès, et cela permettra d'économiser des millions de dollars chaque année. Terre-Neuve-et-Labrador travaille dans le cadre du Groupe de travail sur les avis de décès, en collaboration avec EDSC, pour faire avancer le travail. Philip Quinlan demande si cela devrait être mis en œuvre à l'échelle du Canada et s'il y aurait lieu de retrouver les communications à l'échelle du Canada lorsque la personne est déclarée décédée et que, en fait, elle ne l'est pas. <p>Alena Lukes répond qu'ils cherchent à tirer parti des processus et des mécanismes existants que la personne peut annuler, s'il s'agit du secteur de programme. Il y a le processus à suivre dans les registres pour l'annulation si une personne est déclarée comme étant décédée, et il faut explorer de quelle façon cela se produit dans le secteur de programme.</p>	<p>Mesure de suivi n° 8A : Le mandat du Groupe de travail sur les avis de décès sera présenté pour approbation à la prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p> <p>Mesure de suivi n° 8B : Les coprésidents du Groupe de travail sur les avis de décès, par l'entremise de l'ISAC, enverront un appel pour désigner un représentant provincial, qui sera en mesure de parler au nom des programmes provinciaux et de recueillir des renseignements liés à l'avis de décès, ainsi qu'un responsable fédéral pour recueillir les renseignements du côté fédéral.</p> <p>Mesure de suivi n° 8C : Le Groupe de travail sur les avis de décès enverra un appel, par l'entremise de l'ISAC, pour trouver une ressource pour compiler tous les commentaires et aider à l'interprétation juridique du point de vue de la protection des renseignements personnels et du soutien de la TI pour ce processus.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Rob Horwood fait remarquer que la collecte de données est délicate. Il y a un échéancier et ce sont des données de nature très délicate. Ils doivent faire attention aux données qu'ils veulent recueillir et au décalage, et déterminer s'il y a d'autres publics désireux d'obtenir cette information. • Sonya Read fait remarquer que ce serait l'un des cas d'utilisation dans le plan de travail du Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données et qu'il s'agit d'une priorité. Les deux groupes de travail pourraient unir leurs forces pour y travailler. Du travail a été accompli par le passé, avec la feuille de route. Chaque province s'aligne sur le travail avec un identificateur unique. Des discussions sont en cours sur le jumelage des clients entre les programmes afin d'améliorer les services. Cela aurait une application plus large. <p>Alena Lukes répond qu'il n'y a pas de chevauchement avec les recherches précédentes qui ont été recueillies. Ils ont cherché à savoir qui avait besoin des données qui devaient être comprises et à quelle vitesse ils pouvaient avoir besoin de l'information. Ils doivent comprendre cela et définir un processus à mettre en œuvre dans l'ensemble du pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Olivia Neal mentionne que la recherche est une collecte de données quantitatives et qu'elle est axée sur le parcours de l'utilisateur et sur le travail de découverte sur le parcours de l'utilisateur. Elle demande ce que pourrait être la solution numérique. Quelle est la façon de procéder pour faire en sorte que tout cela soit ouvert et utilisable de façon agile? Les experts seraient heureux de participer à certaines des conversations. <p>Alena Lukes répond qu'ils doivent savoir ce dont les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral ont besoin et ce qui est en place à l'heure actuelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tracy Wood demande si les personnes responsables de ce dossier sont les représentants fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux du Groupe de travail sur les avis de décès ou s'ils sont à la recherche d'autres représentants. <p>Alena Lukes répond qu'il devrait être possible de coordonner toutes les réponses et d'y accéder.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Heather Sheehy indique que ce ne sera pas nécessairement un membre du Groupe de travail sur les avis de décès; il y aurait une personne-ressource dans chaque administration, et la demande sera envoyée par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC. 	
17.	<p><u>Autres questions</u></p> <p>Olivia Neal indique que la présentation de l'aperçu de la large bande (ONGLET 17) est reportée à la prochaine téléconférence.</p> <p>Tracy Wood reconnaît que Rob Entwistle, représentant de l'ASIM à la Ville de Kelowna, prend sa retraite. Elle le remercie de sa contribution et de son soutien aux conseils au cours des dernières années et lui souhaite bonne chance pour l'avenir.</p> <p>Rob Entwistle remercie tout le monde et mentionne qu'il a hâte d'utiliser l'identité numérique à l'avenir.</p> <p>La prochaine réunion des conseils mixtes aura lieu à Québec, du 22 au 24 septembre 2020.</p> <p>Tracy Wood encourage les membres à remplir les formulaires d'évaluation, car l'information est analysée par l'ISAC, et cela aide pour les prochaines réunions.</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 9 :</u></p> <p>Le point à l'ordre du jour sur les services à large bande est reporté à la prochaine téléconférence des conseils mixtes.</p>

	Elle remercie tous les membres, observateurs et présentateurs à la réunion. Elle remercie également l'équipe de l'ISAC pour l'organisation des réunions et des événements.	
	<i>La séance est levée à 13 h 55, HNE.</i>	